

3. Quel est le coût annuel d'exploitation et d'entretien des services du gouvernement à Grosse-Île?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Les ministères de l'Agriculture et des Transports m'informent comme suit: 1. a) Dix-neuf; b) Aucune.

2. Oui, deux personnes travaillaient pour le ministère de l'Agriculture ou un autre ministère avant d'être postées à Grosse-Île. a) Rimouski (Québec); b) Lutte contre les maladies contagieuses; c) Leclerc, D^r R.—Station de quarantaine de Grosse-Île, comté de Montmagny, (Québec); d) Vétérinaire; e) Traitement propre au classement, applicable à Vétérinaire 4; a) Chicoutimi (Québec); b) Lutte contre les maladies contagieuses; c) Brunet, D^r R.—Direction de l'hygiène vétérinaire, Édifice Fédéral, rue Racine est, Chicoutimi (Québec); d) Vétérinaire; e) Traitement propre au classement, applicable à Vétérinaire 2.

3. Ministère de l'Agriculture	\$370,000
Ministère des Transports	
Placer deux bouées	\$1,050.00
Vérifier les deux bouées	700.00
Enlever les deux bouées	1,050.00
Total	\$2,800.00

LES ENTENTES CANADA-ROYAUME-UNI AU SUJET DES PENSIONNÉS

Question n° 118—**M. McCutcheon:**

Existe-t-il des arrangements réciproques de sorte que les retraités du Royaume-Uni résidant au Canada touchent les augmentations qu'accuse le taux des prestations, et sinon, des entretiens sont-ils en cours en vue de mettre au point une formule d'arrangements réciproques entre le Canada et le Royaume-Uni et quand pourra-t-on prendre une décision à ce sujet?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Il y a eu, en 1959, échange de correspondance entre le Canada et le Royaume-Uni sur des questions de sécurité sociale intéressant tout particulièrement les citoyens du Royaume-Uni qui retournent dans leur pays après avoir habité le Canada. Depuis lors, de nombreuses modifications ont été apportées à la législation régissant la sécurité sociale au Canada. A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral envisage de remplacer l'échange de correspondance par un accord réciproque plus général aux termes duquel il faudra tenir compte, entre autres, de l'augmentation des prestations de pensions du Royaume-Uni versées à des bénéficiaires résidant au Canada.

Les négociations entre les fonctionnaires du Canada et du Royaume-Uni ont débuté en 1970. Bien qu'une décision rapide soit souhaitable, les négociations de ce genre sont, de par leur nature même, complexes et longues et il est très difficile de prévoir la date où un accord sera mis en application.

LES SERVICES POSTAUX À PARRSBORO (N.-É.)

Question n° 135—**M. Coates:**

1. Aux termes de quels arrangements fournira-t-on des services postaux aux habitants de la ville de Parrsboro?

2. Combien d'argent la trésorerie fédérale dépensera-t-elle tant annuellement que pendant la durée du bail ou du contrat?

3. A qui a-t-on loué les installations?

4. Combien d'arrangements semblables sont actuellement en vigueur en Nouvelle-Écosse et quelles sont les dépenses annuelles du gouvernement fédéral dans ce domaine?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Le ministère des postes et le ministère des Travaux publics m'informent comme suit: 1. Location d'un immeuble d'un étage, au 115 de la rue Main.

2. Le montant du loyer annuel s'élève à \$8,740 et le montant total pour une période de 5 ans se chiffre à \$43,700.

3. Chignecto Holdings Ltd., Amherst (N.-É.)

4. Les installations postales de ce genre sont de 15 et les dépenses annuelles s'élèvent à \$158,802.25.

LES REPRÉSENTANTS PROVINCIAUX AU SEIN DE LA SDC

Question n° 138—**M. Marshall:**

La province de Terre-Neuve est-elle la seule province à ne pas être représentée au Conseil d'administration de la Société de développement du Canada et, dans l'affirmative, pourquoi?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non. Un effort a cependant été fait pour doter la Société de développement du Canada d'un conseil d'administration qui possède une certaine expérience relativement à toutes les grandes régions du Canada.

L'ENTRAÎNEMENT À LA GUÉRILLA

Question n° 216—**M. Yewchuk:**

1. De 1961 à 1970 inclusivement, combien de camps d'entraînement de guérilla la GRC a-t-elle découverts chaque année, dans chaque territoire et chaque province?

2. De 1961 à 1970, dans chaque province et chaque territoire, (a) combien de personnes la GRC a-t-elle arrêtées pour (i) possession illégale d'armes (ii) conspiration, (b) combien de personnes a-t-on reconnues coupables dans chaque catégorie?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): La réponse, en ce qui a trait au ministère du solliciteur général, est la suivante: 1. Aucun en ce qui a trait à la Gendarmerie royale du Canada.

2. Ce renseignement ne pourrait être obtenu qu'en examinant les innombrables dossiers relatifs au Code criminel, et ne porterait que sur l'activité de la Gendarmerie royale du Canada. La main-d'œuvre et le temps qu'il faudrait consacrer à cet examen rendent le coût exorbitant ou inabordable.

LE PROGRAMME DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Question n° 219—**M. Yewchuk:**

1. Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration étudie-t-il la possibilité d'offrir dans les cadres de son programme de recyclage de 1972 des cours d'immersion totale dans les domaines suivants: a) science de l'informatique, b) administration publique, c) traitement des données, d) commercialisation, e) planification communautaire, f) organisation des loisirs, g) économie domestique, h) formation à l'intention des secrétaires?

2. Jusqu'ici, le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il discuté avec les provinces de la possibilité d'offrir ces cours dans les cadres du programme de recyclage et, dans la négative, pour quelles raisons?